



Marc Landré
BLOGLEFIGARO.FR/SOCIAL
LES DESSOUS
DU SOCIAL



Mélanie Matarese
BLOGLEFIGARO.FR/ALGERIE
VISA
POUR L'ALGERIE



Sébastien Le Fol
BLOGLEFIGARO.FR/LE-FOL
DU FIL
À RETORDRE

La solidarité européenne sous le feu de trois élections



chronique
ALEXANDRE ADLER

Jamais dans l'histoire politique de l'Europe unifiée une telle convergence de dates n'était apparue. En effet, il se trouve que trois événements décisifs vont se produire à peu près au même moment, dans la seconde moitié du mois de juin : les élections législatives françaises, la ratification par le Parlement allemand d'un projet de traité de solidarité européenne et la seconde vague d'élections grecques qui fera figure de référendum pour ou contre l'appartenance de ce pays à l'Euroland. Mieux encore, les résultats de chacune de ses élections auront un retentissement sur les deux autres pro-

cessus, principalement la montée, en Allemagne, des opinions favorables à un déstagement immédiat de la Grèce.

Le problème principal, en effet, est en réalité le moins décelable à l'œil nu. Mais il est évident que l'opinion allemande évolue vers un euroscepticisme de plus en plus marqué. Certes, il existe une sorte de « pare-feu » politique en Allemagne que l'on peut tout à fait comparer aux « pare-feu » financiers que la Banque centrale européenne (BCE) et les gouvernements européens s'efforcent d'édifier en cas de nouvelle faiblesse de l'euro. Ce pare-feu n'est autre que l'existence d'un consensus tacite des chrétiens-

démocrates, des sociaux-démocrates et des Verts pour ne pas utiliser les questions européennes dans le but de se distancer les uns des autres, mais, au contraire, pour faire front commun. Cette attitude responsable de l'opposition a permis de marginaliser quelques francs-tireurs parlementaires hostiles à la solidarité européenne. Cette hostilité est néanmoins majoritaire au sein du parti libéral FDP, il est vrai lui-même en chute libre, et chez quelques orateurs populistes, essentiellement bavarois. Mais ne nous y trompons pas, au-delà d'une trop grande flexibilité de la chancelière, c'est toute la cohésion de la droite allemande qui se fissure, sans pour autant que celle-ci ait l'appanage d'un euroscepticisme dont on a de nombreux témoignages à gauche.

Dans une nouvelle poussée suicidaire, l'électorat grec s'apprête donc à voter, peut-être plus nettement encore, pour le parti d'extrême gauche Syriza et peut-être même, de l'autre côté, pour les néonazis. Le jour même où le vote eurosceptique des Grecs serait confirmé, une vague irrésistible se déclencherait à Berlin pour organiser l'expulsion d'Athènes.

Reste l'élection française : trois hypothèses sont aujourd'hui envisageables. Une victoire nette des socialistes, qui leur confère une marge de manœuvre importante dans la crise qui s'ouvrira simultanément ; une contre-offensive vigoureuse de l'UMP, qui implique d'emblée une cohabitation ; ou une victoire beaucoup plus courte des gauches, qui rend le gouvernement Ayraut désormais dépendant des humeurs du Front de gauche et de certains Verts, évidemment acquis à la cause de la démagogie grecque.

Dans les deux premiers cas, François Hollande aura la marge de manœuvre pour imposer des disciplines assez rigoureuses à une opinion française qui ne les a pas encore comprises et pour coller à la Grande Coalition de fait qui règne en Allemagne.

Mais il est une célèbre loi dite des « ennuis maximums » : les Grecs voteraient très mal, les Allemands deviendraient de plus en plus sensibles à l'euroscepticisme, aussi bien à gauche qu'à droite, et la gauche française, divisée, subirait de plein fouet les chantages de Jean-Luc Mélenchon. C'est là évidemment que les marchés financiers testeraient cette fois-ci, pour de bon, la solidité véritable de l'édifice de l'euro. C'est là aussi que l'on testerait la capacité d'hommes d'état des principaux protagonistes de cette grande querelle, des deux côtés du Rhin.



Le vrai sens de l'accord entre Apple et Foxconn en Chine

Klaus F. Zimmermann

Le directeur de l'Institut des études sur l'emploi (Iza*) en Allemagne pointe, à travers l'accord entre les deux entreprises, la détermination du gouvernement chinois à mener une politique industrielle plus offensive.

Il y a quelques semaines l'icône industrielle (Apple) et le plus gros sous-traitant au monde (Foxconn) ont conclu un accord négocié avec la Fair Labor Association (FLA), une organisation basée à Washington qui milite pour modifier la politique salariale dans les usines de montage produisant les iPhone et les iPad.

Cet accord a suscité bon nombre de réactions au sein du monde occidental. Beaucoup ont été soulagés de voir des industriels chinois accepter une réduction du temps de travail, une amélioration des normes salariales, en plus d'une augmentation des salaires. D'autres ont considéré comme une bonne nouvelle qu'une grande multinationale fasse d'importantes concessions à ses travailleurs. Pourtant, selon certains observateurs, il s'agit là uniquement d'une manœuvre pour sauver les apparences en matière de responsabilité sociale des entreprises.

Toutes ces interprétations sont bien en deçà de la transformation profonde de la stratégie industrielle chinoise à laquelle nous assistons. Revenons un instant sur l'annonce importante faite l'été dernier par Foxconn et qui est passée quasi inaperçue. Le sous-traitant avait dévoilé son intention d'équiper ses usines d'assemblage chinoises de près d'un million de robots

industriels d'ici à trois ans. Cette voie s'inscrit dans une stratégie efficace visant à remédier à un problème majeur : le caractère routinier, répétitif, abrutissant et le rythme intense du travail de ses salariés.

Mais pour quelle raison le gouvernement chinois y consentirait-il ? Après tout, deux choses sont certaines. Tout d'abord, on peut sans se tromper affirmer que le gouvernement chinois prend part à toutes les délibérations en

d'enfants de sexe masculin. Jusqu'ici, les femmes constituaient la majorité de la main-d'œuvre employée dans les nombreuses usines d'assemblage des provinces côtières chinoises.

Les dirigeants et le peuple chinois sont conscients du défi majeur que représente une population qui risque de vieillir plus vite qu'elle ne s'enrichit. Si les lois démographiques sont immuables, en revanche, le modèle de croissance et le niveau de revenus peuvent être modifiés.

« Les dirigeants et le peuple chinois sont conscients du défi majeur que représente une population qui risque de vieillir plus vite qu'elle ne s'enrichit »

matière de stratégie industrielle, d'autant que Foxconn est une société taïwanaise. D'autre part, le nombre de nouveaux arrivants sur le marché du travail - environ 10 millions de jeunes chaque année - demeure exorbitant. L'immence de ce pic d'entrants sur le marché du travail est liée à la rapide évolution démographique chinoise. Elle concerne surtout les garçons en raison d'une tradition culturelle, elle-même exacerbée par la politique de l'enfant unique, qui privilégie la naissance

de robots pour effectuer les tâches subalternes fait partie de cette équation stratégique. Étonnamment, peu d'Occidentaux ont compris la portée de l'ambition. Tandis que nous nous préoccupons toujours du bas niveau des salaires chinois, les véritables enjeux sont ailleurs.

La transformation du modèle économique des pays émergents vers une production de biens à forte valeur ajoutée représente un défi pour les économies avancées. Cette question a été longuement débattue dans les sphères universitaires il y a de cela presque dix ans, par les économistes de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) et lauréats du prix Nobel Paul A. Samuelson et Jagdish Bhagwati de l'université de Columbia.

L'annonce faite par Foxconn, en juillet 2011, de sa politique de robotisation, renforcée par l'accord conclu entre Apple et la FLA, démontre la détermination du gouvernement chinois d'accélérer cette transition par une stratégie industrielle beaucoup plus offensive.

C'est l'unique façon d'empêcher le scénario catastrophe aux yeux de la population chinoise et de ses dirigeants : dans une Chine vieillissante plus vite qu'elle ne s'enrichit. Les dés sont jetés.

*www.iza.org
Texte traduit de l'anglais par Sophie Bond.



DESSIN CLAREFOND

LE FIGARO

Dassault Médias
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
Président-directeur général
Serge Dassault
Administrateurs
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechtler, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
14, boulevard Haussmann
75009 Paris

Président
Serge Dassault

Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Étienne Mougeotte

Directeur délégué des rédactions
Jean-Michel Salvador

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),

Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Anne Huet-Willaume (Édition, Photo, Révision), Sébastien Le Fol (Culture, FigaroScope, Télévision),

Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences), Étienne de Montety (Débats et Opinions, Littéraire), Pierre Rousselin (Étranger) et Yves Thureau (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Paris)

Directeur de la rédaction du Figaro.fr
Luc de Barochet

Directeur artistique
Pierre Bayle

Redacteur en chef
Graziella Boutet

(Infographie)
Frédéric Picard (Édition)

Éditeur
Sofia Bengana

FIGAROMÉDIAS
9, rue Pilet-Wil, 75430 Paris Cedex 09
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Pierre Conte

Direction, administration, rédaction
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimerie Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0416 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 17h :
sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement sur <http://abonnes.lefigaro.fr>

Formules d'abonnement pour 1 an
Club : 395 €. Semaine : 229 €. Week-end : 195 €.



Le journal se compose de :
Édition nationale
Pratique : 8 pages
Cadre : Économie
8 pages
Cadre : Le Figaro
et Vous : 12 pages
Sur certains exemplaires :
Supplément 4
Magazine : 12 pages
Supplément 6 TV
14 pages
Primo : Portage Leader
Actes d'adhésion sur une partie du territoire national